



CCI Vendée
Service Achats & Marchés Publics

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Prestations de nettoyage des bâtiments et de la vitrerie des sites de la CCI Vendée

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)










CCAP n°

2025-RTPF-6024 du 11/03/2025





SOMMAIRE

1. DESCRIPTIF DU CONTRAT	4
2. OBJET DU CONTRAT	4
2.1. Description des prestations	4
2.2. Intervenants.....	5
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	6
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	8
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	9
5.1. Prix du contrat.....	9
5.2. Evolution des prix du contrat.....	10
5.3. Conditions de paiement	11
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	13
6.1. Conditions de réalisation des prestations.....	13
6.2. Vérification des prestations.....	15
6.3. Développement durable	16
6.4. Autres stipulations	20
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	20
7.1. Obligations courantes du titulaire	20
7.2. Obligations liées à la sécurité	23
8. LITIGE ET SANCTIONS	24
8.1. Pénalités.....	24
8.2. Autres stipulations	26
9. FIN DU CONTRAT	27

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Prestations de nettoyage des bâtiments et de la vitrerie des sites de la CCI Vendée
 Acheteur	CCI Vendée en tant que pouvoir adjudicateur
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de Fournitures courantes et de services.
 Structure	5 lots
 Lieu d'exécution	Selon les sites géographiques décrits par lot
 Durée	1 an - 3 reconductions de 1 an
 Développement durable	Clause sociale et environnementale
 Nature des prix	Les prix sont unitaires.
 Variation des prix	Prix révisibles

1. DESCRIPTIF DU CONTRAT

 Contrat	<p>Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert - article R2124-2 1° du Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre à bons de commande.</p> <p>La consultation étant allotie, lorsque le présent CCAP parle du contrat, il faut comprendre qu'il concerne chaque lot.</p>
 Acheteur	<p>L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.</p>
 Titulaire	<p>Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.</p>
 Prestation	<p>La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.</p>

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations de nettoyage des bâtiments et de la vitrerie des sites de la CCI Vendée.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est :

- Lot 1 - Nettoyage et entretien des locaux et de la vitrerie des sites administratifs de la CCI Vendée
 - o CCI siège : 16 rue Olivier de Clisson à La Roche Sur Yon (85002)
 - o Antenne des Herbiers : Pôle Téliance Bât. A - 2 Rue de l'Oiselière aux Herbiers (85500)
 - o Antenne de Challans : 1 Rue Owen Chamberlain à Challans (85300)
- Lot 2 - Nettoyage et entretien des locaux des Ecoles partenaires de la CCI Vendée : Boulevard d'Angleterre à La Roche Sur Yon (85000)
- Lot 3 - Nettoyage et entretien des locaux et de la vitrerie de l'Aérodrome de La Roche Sur Yon : Les Ajoncs à La Roche Sur Yon (85000)
- Lot 4 - Nettoyage et entretien des locaux et de la vitrerie des sites portuaires des Sables d'Olonne
 - o Centre de marée des Sables d'Olonne : Rue Colbert aux Sables d'Olonne (85100)

- Cabaude des Sables d'Olonne : Zone Cabaude aux Sables d'Olonne (85100)
- Lot 5 - Nettoyage et entretien des locaux et de la vitrerie du Centre de marée de l'Herbaudière : Terre-Plein Ouest à Noirmoutier (85330)

■ **Exclusivité :**

Le titulaire ne bénéficie pas de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat. L'acheteur se réserve la possibilité de faire appel à d'autres fournisseurs pour répondre à ses besoins lorsqu'ils concernent des produits hors bordereau des prix unitaire du titulaire.

■ **Pièces contractuelles :**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI Vendée fait seul foi ;
- le présent document, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI Vendée fait seul foi ;
- le CCTP, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI Vendée fait seul foi ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), faisant état des prix unitaires applicables à l'exécution du contrat ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

■ **Pièces non contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) remis par le candidat à l'appui de son offre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de notification du contrat. Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier de consultation, la titulaire étant censé les connaître.

Les annexes du contrat font intégralement partie de celui-ci et possèdent la même valeur juridique. Toute référence au contrat inclut ses annexes. Toutefois, en cas de contradiction entre une stipulation du corps du présent contrat et une stipulation d'une annexe, les stipulations du corps du contrat prévaudront.

Les titres et sous-titres dans le contrat ne sont indiqués que pour la clarté de la présentation et n'ont aucune portée quant à l'interprétation du contrat.

2.2. Intervenants

Toutes les références faites à une personne comprennent ses successeurs, ayants-droits ou toute autre personne venant aux droits et obligations de cette personne, de quelque manière que ce soit.

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **CCI Vendée**, représenté par M. Le Directeur Général.

Adresse et coordonnées :

Service Achats & Marchés Publics

16 rue Olivier de Clisson

85002 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Téléphone : 02 51 45 32 32

Site internet : <https://www.paysdelaloire.cci.fr/vendee>

■ Moyens mobilisés :

Pour l'exécution des prestations lui incombant, le titulaire du contrat s'engage à mettre à disposition une équipe d'intervenants dont les rôles, les qualifications / spécialités et l'expérience sont conformes ou équivalents à ce qu'il a proposé dans son offre. Le titulaire devra être en mesure de justifier par tout moyen, et à chaque demande de la CCI Vendée, du respect de cette disposition.

Le prestataire s'engage à assurer la stabilité de l'équipe affectée au besoin.

Tout changement de personne(s) qualifiée(s) constaté à l'occasion du contrat, non signalé à la CCI Vendée et non expressément validé par ce dernier, pourra notamment donner lieu, en application de l'article 8 du présent contrat :

- à l'application de pénalités,
- à la résiliation du contrat.

Le personnel d'intervention du titulaire du contrat devra par ailleurs disposer des moyens matériels permettant d'assurer la parfaite exécution des prestations lui incombant.

■ Moyens matériels mobilisés :

Les matériels et méthodes d'entretien relevant du contrat devront répondre aux prescriptions légales et réglementaires des normes françaises et européennes en vigueur et devront avoir obtenu tous les agréments techniques nécessaires et exigibles, ainsi que respecter les exigences formulées au CCTP et dans l'offre du titulaire.

Le titulaire devra notamment attester, dans un délai de 7 jours suivant chaque demande de la CCI Vendée, de la liste et de la conformité des moyens matériels qui seront mobilisés pour chaque type de surfaces en lien avec les prescriptions particulières éventuelles du CCTP.

La documentation technique fournie par le titulaire, pour répondre aux diverses demandes de la CCI Vendée, devra être rédigée en langue française et est réputée pleinement incluse dans les prix unitaires chiffrés.

■ Représentation des parties :

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG, la CCI Vendée désignera une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la CCI Vendée en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai la CCI Vendée et leur indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant afin qu'il y ait continuité dans le suivi des prestations. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en 5 lots.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un **accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire** en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Objet

Objet
Lot n°1 : Nettoyage et entretien des locaux et de la vitrerie des sites administratifs de la CCI Vendée à La Roche Sur Yon - - montant maximum annuel 120 000,00 € HT
Lot n°2 : Nettoyage et entretien des locaux des écoles partenaires de la CCI Vendée au Boulevard d'Angleterre à la Roche Sur Yon - montant maximum annuel 26 000,00 € HT
Lot n°3 : Nettoyage et entretien des locaux et de la vitrerie de l'aérodrome de La Roche Sur Yon - montant maximum annuel 8 500,00 € HT
Lot n°4 : Nettoyage et entretien des locaux et de la vitrerie des sites portuaires des Sables d'Olonne - montant maximum annuel 10 000,00 € HT
Lot n°5 : Nettoyage et entretien des locaux et de la vitrerie du Centre de marée de l'Herbaudière - montant maximum annuel 2 000,00 € HT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Modalités d'échanges entre l'acheteur et le titulaire :

Pour les échanges entre la CCI Vendée et le titulaire, la CCI Vendée pourra communiquer via le profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire mentionnée dans son offre ou, à défaut, à son siège social.

De manière plus globale les documents du titulaire devront être transmis à la CCI Vendée par tout moyen permettant de donner date certaine à l'acte (courriels avec confirmation de lecture et accusé de réception, envois postaux recommandés avec accusé de réception, mises à disposition des documents sur une plateforme sécurisée d'échanges...).

■ Présentation des bons de commande :

Les commandes afférentes au présent contrat seront passées au fur et à mesure des besoins de la CCI Vendée, ce par l'émission de bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG, les bons de commande seront signés par toute personne habilitée à cet effet.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour d'exécution du contrat et feront notamment apparaître les éléments suivants :

- la référence au présent contrat (intitulé, numéro, lot) et à ses actes modificatifs éventuels,
- la date et le numéro du bon de commande,
- l'identification du titulaire du contrat,
- l'identification du service émetteur du bon de commande, avec mention de l'adresse de facturation,
- la nature, les quantités et l'étendue des prestations à réaliser (type de prestation à assurer...),
- la référence à l'éventuel devis établi préalablement par le titulaire,
- les délais maximaux de réalisation des prestations,
- le numéro de SIRET de la CCI Vendée à prendre en compte (voir article 5 ci-après),
- le ou les prix unitaire(s) applicables HT,
- tarifs associés aux fournitures issues du ou des catalogues et taux de remise éventuels(s) ou prix nets,
- le montant total de la commande HT et TTC.

Le titulaire conservera la responsabilité de l'exécution des prestations commandées au cours de la période de validité du contrat, ce même si cette exécution se déroule au-delà de l'échéance normale de ce dernier.

Toutes modifications faites par le titulaire sur un bon de commande seront réputées non-écrites.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG, si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il devra les détailler par écrit à l'acheteur dans les

48 heures à compter de la notification du bon de commande. Passé ce délai, le titulaire sera réputé avoir accepté l'exécution de la commande définie dans le bon de commande.

Dans l'hypothèse où le bien-fondé des réserves est reconnu par l'acheteur, une nouvelle commande se substituant à la précédente sera notifiée au titulaire. Dans le cas contraire, le titulaire sera tenu d'exécuter la commande, à charge pour lui de demander l'application des dispositions du CCAG relatives au règlement des différends entre les parties.

Il n'y a pas de seuil minimal de commande.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu à compter de la **notification du contrat** en ce qui concerne les démarches à effectuer par l'attributaire **pour la reprise de personnel**, et à compter du **1^{er} septembre 2025** pour l'exécution des prestations objet du marché et ce, pour une durée de **1 an**.

Il s'agit de la période dans laquelle peuvent être émis les bons de commande.

■ Reconduction :

Le contrat est reconductible **3 fois** de manière tacite pour les mêmes montants minimum et maximum annuels et pour des périodes de **1 an à compter de la date anniversaire de la période d'exécution des prestations précédente**, sans que sa durée totale puisse excéder quatre années.

L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 2 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

■ Reconduction anticipée du contrat :

Si le montant maximum de la période initiale ou de reconduction est atteint ou quasi-atteint (c'est-à-dire qu'aucune commande ne peut plus être passée sans dépasser le montant maximum) avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur a la possibilité de reconduire le contrat de façon anticipée.

La durée totale du contrat, toutes reconductions comprises, ne pourra pas excéder 4 ans.

Le montant maximum du contrat sur sa durée maximale potentielle d'exécution ne pourra dépasser pour le :

- Lot n°1 : 480 000 € HT.
- Lot n°2 : 104 000 € HT.
- Lot n°3 : 34 000 € HT.
- Lot n°4 : 40 000 € HT.
- Lot n°5 : 8 000 € HT.

■ Demande de devis :

Pour certaines prestations ponctuelles, préalablement à l'émission du bon de commande, le titulaire adressera un devis détaillé et ce dans un délai maximal de 72 heures suivant la demande de devis de la part de la CCI Vendée. Ce délai commence à courir à compter de la date de réception de la demande de devis.

■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter

de la réception du bon de commande par le titulaire.

Les bons de commande seront notifiés au plus tard 15 jours avant le début d'exécution des prestations attendues. Toutefois, à titre exceptionnel (demandes urgentes ou ponctuelles), ce délai pourra être ramené à 24h avant le début d'exécution des prestations.

Le délai d'exécution sera défini dans chaque bon de commande et ne pourra pas excéder 12 mois à compter de la date qui y sera fixée. Il est précisé que les commandes pourront concerner :

- des prestations récurrentes (prestations régulières, notamment mensuelles, de nettoyage),
- des prestations ponctuelles (prestations de nettoyage liées à de l'évènementiel, à des manifestations programmées ou à des besoins particuliers),
- des prestations qui seront à exécuter à une ou plusieurs dates précises fixées dans le bon de commande.

■ Impossibilité d'exécuter une prestation dans les délais :

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations demandées au titre d'un bon de commande il doit obligatoirement en aviser l'acheteur en précisant les causes du retard qui n'engage pas sa responsabilité (la grève ne sera notamment pas considérée comme un motif n'engageant pas la responsabilité du titulaire).

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG cette information devra être adressée à l'acheteur par tout moyen permettant d'obtenir date certaine et ce avant échéance du délai d'exécution des prestations. Le titulaire pourra formuler en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Si le titulaire a dûment justifié d'une indisponibilité ne relevant pas de sa responsabilité l'acheteur pourra :

- notifier sa décision d'accord de prolongation au titulaire, par écrit, dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception de la demande,
- ou missionner, aux frais de la CCI Vendée, un opérateur extérieur pour réaliser la prestation considérée et ce après avoir informé le titulaire de cette décision dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception de la demande.

Si le titulaire n'a pas dûment justifié de son indisponibilité, ou si cette indisponibilité relève de sa responsabilité, l'acheteur pourra appliquer les pénalités de retard ci-après définies et/ou faire exécuter, aux frais et risques du titulaire, la prestation considérée par un opérateur extérieur. Cette exécution aux frais et risques entraînera alors la résiliation du bon de commande, qui aura été initialement émis, voire la résiliation du contrat.

En outre pour tout retard d'exécution imputable à l'acheteur les délais d'exécution concernés seront automatiquement prolongés d'une durée égale à ce retard.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- à l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent de manière non exhaustive, tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations tels que les frais de fourniture, de stockage, de manutention, de

chargement, de transport, de livraison et de déchargement des articles, les frais liés au conditionnement, les frais de gestion des emballages, les frais d'assurances, les frais de prise en compte des mesures et protocoles nécessaires en période d'épidémie ou de pandémie, la fourniture de la documentation technique, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que les marges pour risque et marges bénéficiaires.

Ils tiennent en outre compte des frais de tenue d'un registre à jour sur sites pour la vérification continue des prestations et des frais liés aux mesures à instituer pour la prévention des risques sur sites.

Le titulaire devra également inclure, dans les prix unitaires de prestations, le coût de la main d'œuvre ainsi que le coût des produits de nettoyage et des consommables (sacs poubelle), nécessaires à l'exécution des prestations.

■ **Frais de coordination :**

En cas de groupement, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **Offres promotionnelles :**

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Evolution des prix du contrat

■ **Variation des prix :**

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{Im}{Io}$$

selon les dispositions suivantes :

- C : coefficient de révision.
- Index (Im) : valeur de l'index de référence au mois m.
- Index (Io) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " m " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois

au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule.

L'index de référence pour l'ensemble des lots, publié par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
010766460	Services de nettoyage courant des bâtiments

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée à **Mai 2025** et ce, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **de manière périodique**.

Le coefficient est calculé une première fois à la date de démarrage de la seconde période d'exécution.

Le coefficient est ensuite recalculé à **chaque date anniversaire du contrat**.

■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le titulaire transmettra le bordereau de prix révisés, au plus tard 30 jours avant la date de reconduction du contrat, en vue de leur acceptation par la CCI Vendée. La CCI Vendée fera connaître sa décision dans un délai de 15 jours suivant la réception du bordereau de prix révisé. Au-delà de ce délai, les prix révisés seront réputés acceptés.

■ Variations provisoires :

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index.

Dans ce cas, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant au mois requis.

5.3. Conditions de paiement

■ Avance :

Il n'est pas prévu le versement d'une avance.

■ Présentation des demandes de paiement :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation <https://chorus-pro.gouv.fr/>. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 18850049000019

■ Périodicité des paiements - Acomptes mensuels :

Les paiements interviennent à l'issue de l'admission des prestations commandées. Ils constituent des règlements partiels définitifs.

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle comporte le compte-rendu d'avancement du bon de commande pour lequel l'acompte est demandé, et le pourcentage d'avancement de son exécution.

Ce pourcentage, après accord de l'acheteur, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

A partir de la demande d'acompte présentée par le titulaire, l'acheteur détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte qui fait ressortir :

- 1) l'évaluation, en prix de base hors TVA, de la fraction du montant du bon de commande à régler compte tenu des prestations effectuées depuis son début d'exécution ;
- 2) l'incidence de la TVA ;
- 3) l'application éventuelle de mesures coercitives prévues au CCAP (pénalités, mesures de réfaction, ...) ;
- 4) le montant de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants ci-dessus augmenté éventuellement des intérêts moratoires dus au titulaire.

■ Règlement partiel définitif des bons de commande :

Après constatation de l'achèvement du bon de commande, le titulaire adresse à l'acheteur une facture propre aux prestations réalisées ou un projet de décompte correspondant aux dernières

prestations fournies, ce en précisant leurs prix évalués en prix de base et hors TVA.

L'acheteur établit, le cas échéant, le décompte du bon de commande considéré qui comprend :

- d'une part, le décompte de la dernière prestation à régler en lien avec les montants unitaires du bon de commande qui avait été notifié ;
- d'autre part, la récapitulation des acomptes déjà réglés.

L'acheteur notifie au titulaire le décompte du bon de commande dans un délai de 25 jours à compter de la réception du projet de décompte. Le titulaire dispose d'un délai de 25 jours à compter de la notification du décompte par l'acheteur, pour présenter une réclamation à ce dernier. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le décompte.

■ **Règlement des cocontractants :**

Le sous-traitant direct a droit obligatoirement au paiement direct par l'acheteur des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le contrat.

Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le contrat.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe à la demande de paiement, signée par celui des cotraitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par la CCI Vendée au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

■ **Délai de paiement :**

Le délai global de paiement ne pourra excéder **30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement et selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit, et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à l'article D2192-35 du code de la commande publique. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ **Accès au lieu d'intervention :**

L'accès au lieu d'intervention ne sera ouvert qu'aux seuls agents titulaires de l'entreprise sur présentation d'une carte d'identité professionnelle attestant de leur qualification au sein de l'entreprise. Les agents titulaires de l'entreprise doivent observer les consignes de sécurité en

vigueur. Ils maintiennent en état de propreté le local dans lequel ils sont amenés à intervenir.

D'une manière générale, les prestations forfaitaires mensuelles de ménage sur site auront lieu du lundi au vendredi (hors week-ends et jours fériés), sur une plage horaire allant de 6 h 00 à 20 h 00 (se référer aux prescriptions portées aux CCTP en la matière).

■ **Ordres de service :**

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG, les ordres de service seront signés puis notifiés par l'acheteur au titulaire du contrat.

La personne désignée pour signer les ordres de service est le Directeur Général ayant délégation de signature vis à vis de la nature des sites concernés pour chaque lot.

■ **Réunion de lancement et démarrage des prestations :**

Une réunion de lancement du contrat sera organisée avec le titulaire, à l'initiative de la CCI Vendée et dans les 10 jours suivant la date de notification du contrat, ce pour valider le calendrier, les conditions d'intervention et les modalités de réalisation de la prestation.

Cette réunion sera pilotée par la CCI Vendée et permettra également de confirmer les objectifs, les attentes, le périmètre et l'identification des différents acteurs concernés.

Il est précisé que le titulaire n'est pas autorisé à utiliser les documents transmis par la CCI Vendée à d'autres fins que celles prévues dans le contrat.

Le titulaire sera autorisé à se rendre dans chaque site, si besoin, avant le démarrage effectif des prestations commandées. Il devra au préalable avertir le référent désigné sur chaque site et se présenter à lui.

■ **Site en ligne mis à disposition :**

Le titulaire pourra proposer dans son offre, sans que cela soit imposé, la mise à disposition de l'acheteur d'un site en ligne et/ou application permettant d'assurer un suivi des prestations, notamment en lien avec les interventions sur sites et la tenue de registre à jour sur chacun d'entre eux.

Les prix proposés au BPU pour chaque lot seront réputés intégrer pleinement l'utilisation de ce site en ligne et/ou application par l'acheteur, ce sans surcoût.

L'acheteur et le titulaire pourront également convenir, sous réserve des possibilités et des modalités techniques et fonctionnelles définies dans l'offre du prestataire, à dématérialiser les commandes qui seront émises.

Le site mis à disposition devra en outre répondre aux obligations suivantes :

- La solution (site et/ou application) doit être mise à niveau pour permettre un fonctionnement avec les versions les plus récentes des navigateurs et des systèmes d'exploitation (Microsoft Edge notamment, intégrant les dernières mises à niveau de sécurité. Ainsi, la solution ne devra pas contraindre l'utilisateur à revenir à une version ancienne du navigateur, ni a fortiori à une version présentant des failles de sécurité.
- La solution ne doit pas nécessiter l'emploi de greffons additionnels ou composant additionnel au système client, tels les plug-ins Adobe (Flash, Acrobat), les ActiveX, les appels Java (JRE).
- Une architecture Full Web est exigée.
- Toute session d'administration ou d'usage doit être établie au travers d'une connexion sécurisée (HTTPS) répondant à l'état de l'art de sécurité et de chiffrement.
- Dans le cadre d'un accès authentifié, la solution devra proposer une identification de l'utilisateur à minima par un couple identifiant et mot de passe conforme à la réglementation. La solution pourra, idéalement, s'interfacer avec le référentiel d'identité de la CCI Vendée.
- Le Titulaire met en œuvre les mesures de sécurité logique et physique recommandées par l'ANSSI au regard des risques de compromission, d'intrusion ou de fuite de données pour garantir la sécurité physique et logique de sa solution.

Dans son offre le titulaire aura en outre, le cas échéant si proposé, précisé les éléments de sécurité mis en place pour le site et/ou l'application mis à la disposition de l'acheteur. Il aura

également précisé les éventuelles fonctionnalités assurées pour suivre les commandes.

6.2. Vérification des prestations

■ Garantie de continuité des prestations :

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants chargés de la réalisation des prestations prévues au contrat disposent d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences du contrat. En conséquence le titulaire doit :

- Constituer des équipes de personnels formés et compétents ;
- Veiller et contrôler le maintien et à la disponibilité des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge.

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée du contrat. Si le taux de rotation du personnel du titulaire exécutant les prestations lui apparaît excessif, l'acheteur peut demander la justification et les actions proposées afin d'en réduire le caractère excessif.

En cas d'absence, de départ ou de manque avéré de compétences d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire doit en informer l'acheteur et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans le cas où le titulaire fait intervenir un stagiaire, celui-ci doit disposer d'une convention de stage avec le titulaire et une structure diplômante ainsi que d'un maître de stage désigné. Pour la réalisation des prestations les salariés du titulaire demeurent sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur. L'acheteur ne peut en aucun cas se substituer au titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. À ce titre, le titulaire communique à l'acheteur l'identité du responsable hiérarchique des salariés qui réalise les prestations prévues au contrat.

■ Instauration d'un plan de progrès :

Dans le cadre de la démarche d'amélioration continue de la CCI Vendée et au vu des objectifs du contrat exposés ci-dessus le titulaire s'engage, en tant qu'expert et conseiller, à transmettre à l'acheteur un plan de progrès, ce en lien avec chaque réunion annuelle de bilan qui se tiendra, sauf accord des parties et sur convocation de l'acheteur, au cours du dernier mois de chaque période d'exécution du contrat.

Le titulaire devra transmettre son plan de progrès dans un délai maximal d'une semaine suivant la demande de l'acheteur qui vaudra convocation à la réunion annuelle.

Il est souhaité que ce plan présente notamment :

- un bilan d'exécution (statistique, qualitatif et financier) de l'année écoulée,
- des propositions permettant d'optimiser le coût de la prestation tout en préservant ou améliorant le niveau qualitatif attendu,
- des propositions en matière d'amélioration des produits et/ou services liés à la performance environnementale.

Le titulaire devra également faire un bilan des moyens mis en place pour répondre aux besoins, ce en comparaison des résultats constatés, par l'acheteur, dans les registres tenus sur les sites nettoyés. Le plan de progrès proposé pourra ainsi permettre de réajuster les moyens mobilisés et les méthodes de nettoyage instituées.

Seront en outre joints au plan les données statistiques ainsi que tout élément permettant de mesurer l'impact des propositions faites. La mise en œuvre de tout ou partie des préconisations du plan pourra ensuite se traduire par l'adoption d'une clause de réexamen ci-après définie.

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat.

Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat, notamment dans les CCTP.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à tenir à jour les registres sur sites associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations. Il s'engage également à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ **Opérations de vérification des prestations :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire seront des responsables de site.

■ **Tenue de temps d'échanges périodiques propres à organiser la vie du contrat :**

Dans le cadre de l'exécution du contrat il est prévu les temps d'échanges suivants :

- une réunion de lancement du contrat qui se déroulera dans les conditions décrites ci-dessus ;
- une réunion annuelle dont l'objectif est de faire un bilan de l'année écoulée et d'envisager les perspectives liées à la nouvelle année d'exécution à venir, y compris pour la révision des prix. Elle se déroulera, en principe, dans le mois précédent l'échéance du contrat ;
- éventuellement 1 à 2 autres réunions chaque année à l'initiative d'une des parties.

Ces temps d'échange se feront physiquement sur un site de l'acheteur ou, si les 2 parties en sont d'accord, sous forme de visioconférence. Les dates des réunions seront fixées en accord avec l'acheteur qui assurera les convocations.

6.3. Développement durable

■ **Clause sociale :**

La CCI Vendée, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant dans ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise qui se verra attribuer le(s) marché(s) concerné(s) par la clause d'insertion par l'activité économique devra réaliser une action d'insertion qui permettra l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le volume d'heures de travail à réserver au public éligible au dispositif des clauses sociales est indiqué à l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement.

Le lot concerné est le suivant :

- Lot 1 : CCI Vendée, 16 rue Olivier de Clisson - 85002 LA ROCHE SUR YON

Les missions concernées interviendront ponctuellement annuellement.

1- Conditions particulières d'exécution relatives à l'insertion socioprofessionnelle

Conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique le présent marché comporte des clauses visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion.

2- Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Sont notamment concernés :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapée (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- Les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de la facilitatrice du Département de la Vendée être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

3- Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1^{ère} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion ;
- 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251-7 du code du travail)
- d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification
- d'une association intermédiaire

Les contrats de mise à disposition et de mission devront respecter les dispositions légales et conventionnelles relatives au travail temporaire (durée maximale, délai de carence, salaire de référence...).

- 3^{ème} modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

4- Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales, un dispositif d'accompagnement a été mis en place.

Les entreprises désireuses d'obtenir des renseignements peuvent ainsi prendre contact avec :

Service Insertion Par l'Emploi - Direction de l'Insertion et de l'Accompagnement Social
Département de la Vendée
40, rue Maréchal Foch 85923 La Roche sur Yon
02.28.85.72.45
clauses.insertion@vendee.fr

Le service aura pour missions :

- de renseigner les entreprises sur les différents dispositifs d'insertion existants ou sur les conditions de suspension de la clause d'insertion ;
- d'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de l'insertion socioprofessionnelle ;
- de proposer des publics prioritaires à l'entreprise ;
- d'assurer le contrôle et l'évaluation de l'action d'insertion.

5- Les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du service de la facilitatrice des clauses d'insertion sociale, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, la facilitatrice et la CCI Vendée étudieront avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

6- Chômage partiel et licenciement économique

Lorsque l'entreprise se trouve en situation de chômage partiel sur les métiers concernés par la clause ou bien envisage de procéder à un / des licenciements économiques sur ces mêmes métiers, les modalités d'application de la clause d'insertion sont adaptées par avenant au marché, afin de permettre le maintien de l'emploi dans l'entreprise.

7- Pénalités

Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique :

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

8- Protection des données

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée au Département de la Vendée (Service insertion par l'Emploi). La transmission des données est obligatoire pour valider le positionnement sur le dispositif des clauses sociales.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, du donneur d'ordre, et de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause doivent être informés que les informations recueillies et les justificatifs sont enregistrés dans un fichier informatisé pour vérifier l'éligibilité des bénéficiaires au dispositif juridique des clauses sociales et vérifier l'exécution des heures de clauses.

Les données sont destinées aux personnes habilitées du Département de la Vendée ainsi qu'à l'ensemble des structures et entreprises intervenant sur le marché concerné. Pour permettre la consolidation nationale et l'édition de statistiques, les informations sont également enregistrées dans le logiciel ABC Clause, dont l'éditeur est le Groupe Up.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » modifiée, il est possible d'exercer son droit d'accès aux données et les faire rectifier en contactant de préférence par voie électronique : protection.donnees@vendee.fr

■ Clause environnementale :

En application des articles 7, 16.2 et 20.4 du CCAG, le titulaire du contrat veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, de préservation du site concerné et de gestion des déchets.

Il devra être en mesure de justifier du respect de ces prescriptions et dispositions, au cours de l'exécution du contrat et ce, sur demande de la CCI Vendée.

Le titulaire devra également respecter les prescriptions définies dans son offre et dans le CCTP.

L'acheteur pourra notamment procéder, dans le cadre de l'exécution du contrat et en lien avec les organismes et services spécialisés, à des opérations de contrôle visant à vérifier le respect, par le titulaire, de la réglementation en vigueur

A défaut de respect de ses obligations, les pénalités prévues à l'article 8 s'appliqueront.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'objectif de cette clause, conforme aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, est de pouvoir faire évoluer le contenu des prestations, et notamment du BPU, au titre de chaque période d'exécution du contrat, ce en lien avec le bilan annuel du contrat.

Les modifications à ainsi intervenir pourront ainsi concerner :

- la mise en place de nouveaux moyens, procédés et/ou méthodes de nettoyage, non présentés dans l'offre initiale du titulaire, permettant d'améliorer les résultats et performances, y compris économiques, en matière de nettoyage sur un ou plusieurs sites,
- l'intégration de nouveaux moyens, procédés et/ou méthodes de nettoyage, non présentés dans l'offre initiale du titulaire, améliorant la performance environnementale du contrat,
- et la suppression et/ou intégration de nouveaux sites / bâtiments en cours d'exécution du contrat.

Ces modifications ne pourront toutefois pas impacter de plus de 10 % le coût annuel du contrat constaté au titre de chaque période écoulée.

Par ailleurs toute autre modification du BPU, en dehors des hypothèses susvisées, ne pourra pas donner lieu à une clause de réexamen et nécessitera un acte modificatif au sens des articles R2194-2 à R2194-5 et R2194-7 à R2194-9 du code susvisé.

Les modifications convenues donneront lieu à un ordre de service exprès, signé de l'acheteur, auquel sera annexé le nouveau BPU applicable et qui sera notifié au titulaire. Aucune acceptation tacite des modifications convenues ne pourra être opérée.

Par ailleurs le contrat pourra également donner lieu à réexamen dans les hypothèses suivantes :

- **si des événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, interviennent il pourra être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.** L'acheteur transmettra alors les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne pourra pas les refuser mais pourra solliciter des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, ce sur la base de justificatifs. En cas de désaccord la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, ce sans indemnité pour le titulaire ;
- **si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat** (exemple : hausse mondiale imprévisible et substantielle de matières premières impactant le contrat, augmentation significative sur l'année, ou plusieurs fois dans l'année, du SMIC,...), les parties au contrat peuvent convenir de modifier la clause de révision des prix (périodicité...), ce de manière temporaire en lien avec la durée prévisionnelle de l'évènement concerné. Le titulaire est alors tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions contractuelles, la réalisation des prestations prévues.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurance :

Les stipulations de l'article 9 du CCAG sont applicables.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des

prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, cette attestation d'assurance a été fournie par le titulaire du contrat avant la signature de celui-ci.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de déposer l'attestation d'assurance correspondante sur la plateforme e-attestations citée ci-dessous.

Par ailleurs si une partie des prestations fait l'objet de sous-traitance par un titulaire celui-ci s'engage également à fournir, selon les mêmes modalités, une attestation d'assurance de son sous-traitant précisant qu'il est assuré pour l'ensemble des dommages qui pourraient résulter de son fait pour les prestations dont il a la charge.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise par écrit de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer par écrit à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter la prestation.

Enfin, par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat dans un délai maximal de 2 semaines suivant le fait générateur et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à la survenance d'une mesure judiciaire affectant l'entreprise et/ou sa société mère (mesure de sauvegarde, redressement, liquidation, ...) ;
- à son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du contrat.

■ Obligation de reprise du personnel :

En application de l'article L.1224-1 du Code du travail le titulaire est tenu à une obligation de reprise du personnel affecté à l'exécution du contrat précédent, ce conformément aux conventions collectives applicables ainsi qu'aux règles d'usage de la profession. La liste anonymisée du personnel à reprendre, avec conditions de salaires correspondantes, font partie des pièces du contrat. Le titulaire a pris en compte dans son offre toutes les contraintes ou sujétions y afférents et ne peut arguer de l'absence ou de l'insuffisance d'informations pour s'exonérer de ses obligations.

Le titulaire communique à l'acheteur les informations, **de manière non nominative**, relatives à la masse salariale, le nombre de salariés à reprendre, la nature des contrats à reprendre, les avantages dont disposent les personnels, leur expérience, leur ancienneté et leur qualification. Le titulaire veille à produire ces informations dans un délai de 6 mois avant la date de fin du contrat, ou le cas échéant, dans un délai de 10 jours à compter de la demande de l'acheteur.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) dans l'hypothèse où le titulaire du contrat et/ou l'un de ses cotraitants et/ou leur(s) sous-traitant(s), sont établis hors de France et/ou recourent à des travailleurs détachés, y compris via une entreprise de travail temporaire étrangère, avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés

détachés et dans l'affirmative, transmet :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- le numéro unique d'identification de l'entreprise au registre du commerce et des sociétés ou la carte d'identification justifiant l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Protection de la main-d'œuvre :

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

L'acheteur pourra procéder, dans le cadre de l'exécution du contrat et en lien avec les organismes et services spécialisés, (Inspection du travail, ...) à des opérations de contrôle visant à vérifier le respect, par le titulaire, de la réglementation en vigueur.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de

l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ **Recours obligatoire à la plateforme e-attestations :**

Pour justifier des obligations lui incombant en matière d'obligation de vigilance et en matière d'assurances (cf. ci-dessus), il incombera au titulaire (en cas de groupement, mandataire et cotraitants) et à ses éventuels sous-traitants de 1er rang déclarés, de dûment placer les pièces correspondantes sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur à l'adresse <https://www.e-attestations.com/fr/>.

Les pièces attendues devront être déposées sur la plateforme dans un délai ainsi défini suivant l'alerte qu'il aura reçue depuis la plateforme (à défaut les pénalités définies à l'article 8 s'appliqueront) :

- 7 jours pour les pièces propres aux obligations sociales ;
- 15 jours pour les pièces propres aux assurances demandées.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire est habilité à sous-traiter, pour tout ou partie de son contrat, l'exécution de certaines prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours du contrat, selon les modalités définies aux articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique et 3.6 du CCAG.

Le titulaire indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6 du CCAG ;
- le compte à créditer ;
- le comptable assignataire des règlements.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

a) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant ;

b) que le sous-traitant crée un compte sur la plateforme e-attestations et y place l'ensemble des documents demandés justifiant notamment de son absence d'interdiction de participer aux marchés publics (articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique) ainsi que les justificatifs de ses obligations fiscales et sociales.

c) que soit transmise la copie du ou des jugements prononcés, si le sous-traitant est en redressement judiciaire.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du contrat aux frais et risques du titulaire.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par la CCI d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

Ces données sont intégrées dans les fichiers de la CCI Vendée et sont destinées aux services opérationnels.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. La CCI est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Pour exercer leurs droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les personnes concernées peuvent formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du marché, en précisant en objet de mail : "RGPD - REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de la CCI. Les personnes concernées devront s'assurer de la réception de leur demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où les personnes concernées n'auraient reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, elles devront contacter le DPO à l'adresse postale suivante : CCI Vendée - DPO - 16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 La Roche-sur-Yon Cedex en précisant les références du marché ou à l'adresse mail : dpo@vendee.cci.fr.

Si les personnes concernées estiment, après avoir contacté la CCI, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07) - www.cnil.fr.

Les dispositions législatives concernant la communication de certaines données personnelles à des tiers dans le cadre de l'exercice des missions de service public de la CCI, ainsi que la politique de protection des données personnelles de la CCI sont détaillées dans sa [charte](#).

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

■ Plan de Prévention des risques :

Le titulaire est informé du fait que son personnel devra observer les consignes générales d'hygiène et de sécurité en vigueur dans les locaux dans lesquels il sera amené à intervenir. A ce titre, la CCI Vendée et le titulaire conviendront, au démarrage du contrat, de l'institution d'un plan général de prévention des risques, conformément aux dispositions des articles R.4512-6 à R.4512-12 du code du travail.

Ce plan de prévention (dont un modèle est joint au dossier de consultation pour le site du CCI siège et un autre modèle pour les sites aéroportuaires et portuaires) recensera les risques généraux liés à l'exécution des prestations et listera les mesures de protection et de salubrité, les mesures de prévention permanentes ainsi que les protocoles de sécurité que devra respecter le titulaire pour prévenir ces risques sur le lieu d'exécution.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Les pénalités sont ainsi fixées et seront impactées sur chaque demande de paiement à laquelle elles se rapportent.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations pouvant être reportées	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 5$.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard.</p>
Pénalité pour non-exécution d'une prestation récurrente ne pouvant pas être reportée	<p>En cas d'absence de réalisation d'une prestation récurrente (s'exécutant selon une durée ou un délai d'un mois ou plus), ne pouvant pas être reportée, l'acheteur appliquera une pénalité forfaitaire ainsi établie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pénalité de 1/22ème du montant mensuel dû par intervention non assurée sur un site pour lequel il est demandé 5 passages hebdomadaires, - pénalité de 1/18ème du montant mensuel dû par intervention non assurée sur un site pour lequel il est demandé 4 passages hebdomadaires, - pénalité de 1/13ème du montant mensuel dû par intervention non assurée sur un site pour lequel il est demandé 3 passages hebdomadaires, - pénalité de 1/9ème du montant mensuel dû par intervention non assurée sur un site pour lequel il est demandé 2 passages hebdomadaires, - pénalité de 25% du montant mensuel dû par intervention non assurée sur un site pour lequel il est demandé 1 passage hebdomadaire.
Pénalité pour non-respect des exigences de résultat liées aux prestations	<p>Los d'un constat réalisé de façon contradictoire avec le pouvoir adjudicateur, si la prestation n'est pas satisfaisante, il sera appliqué une pénalité mensuelle de 300€</p>
Pénalité pour non-exécution d'une prestation ponctuelle ne pouvant pas être reportée	<p>En cas d'absence de réalisation d'une prestation ponctuelle (s'exécutant selon une durée ou un délai de moins d'un mois) ne pouvant pas être reportée l'acheteur appliquera une pénalité de 50 % du montant de la prestation initiale, impactée sur la 1ère demande de paiement qui suivra la non-exécution.</p>
Absence aux réunions	<p>En cas d'absence injustifiée à toute réunion provoquée par la CCI Vendée, une pénalité sera appliquée au titulaire absent dûment convoqué (par le profil d'acheteur, courrier, courriel ou tout autre moyen), il sera appliqué une pénalité de 75,00 € net par absence.</p> <p>Sera considéré comme absent tout titulaire représenté par une personne ne pouvant engager valablement l'entreprise. L'application de cette pénalité sera systématiquement appliquée sur chaque situation de paiement adressée par le titulaire au titre de son contrat.</p>
Défaut de comportement du personnel	<p>En cas de manquements caractérisés dans l'exercice du service tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la négligence répétée dans la tenue, - l'état d'ébriété pendant le service, - la négligence dans l'application des consignes et dans l'exécution du service, - un comportement particulièrement inadapté vis-à-vis des usagers, <p>il sera appliqué une pénalité de : 200 € net pour chaque manquement constaté.</p>
Défaut de mise à jour des registres sur les sites	<p>Pour défaut de mise à jour des registres (cf. article 6 du CCAP) il sera appliqué une pénalité de 50 € net par jour de retard, de mise à jour, et ce par site (bâtiment) concerné.</p>
Non-respect clause environnementale	<p>En cas de non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement imputable au titulaire, en lien avec les dispositions portées dans son offre, il sera appliqué une pénalité de 100 € net par infraction constatée.</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Non-respect des moyens humains et matériels mobilisés	<p>S'il s'avère que le titulaire ne respecte pas ou n'est pas en mesure de justifier du respect des dispositions du cahier des charges quant aux moyens humains et matériels mobilisés (notamment un défaut de signalement d'un changement de personnel, personnel dont les qualifications / expériences / spécialités ne sont pas conformes à celles affichées à l'appui de l'offre...), il sera appliqué une pénalité de 150 € net par manquement constaté.</p> <p>Une non-réponse de plus de 7 jours à toute demande de justification formulée par la CCI Vendée entraînera l'application de cette pénalité qui se répétera à toute nouvelle demande qui aura été formulée et qui sera restée sans suite dans les mêmes conditions.</p>
Retard dans la remise de devis	Dans le cas où le titulaire du contrat ne remettrait pas dans le délai maximal prévu au contrat un devis, il lui sera appliqué une pénalité forfaitaire de 50,00 € net par jour de retard.
Retard à mettre les documents sur e-attestations	<p>Une pénalité à fournir tout ou partie des pièces attendues, sur la plateforme e-attestations sera appliquée au titulaire sur les situations de paiement auxquelles elles se rapportent. Le titulaire s'exposera aux autres mesures coercitives définies au contrat (résiliation du contrat...). La même pénalité sera appliquée au titulaire pour son / ses sous-traitants de 1^{er} rang en cas de retard de ces derniers ainsi caractérisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plus de 7 jours pour créer un compte sur la plateforme e-attestations une fois reçue la demande d'inscription ; - plus de 7 jours pour y placer l'ensemble des documents demandés justifiant des obligations attendues suivant l'alerte reçue depuis la plateforme. <p>Cette pénalité est de 300 € net par jour de retard.</p>
Lutte contre le travail dissimulé	En application de l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire n'apporte pas la preuve, après mise en demeure d'un délai minimum d'un mois restée infructueuse, qu'il s'est acquitté des formalités prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code et relatives à la lutte contre le travail dissimulé, il sera appliqué une pénalité représentant 10% du montant estimé du contrat, sans pouvoir dépasser celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution des prestations commandées aux frais et risques du titulaire :

En cas, notamment :

- d'une absence ou d'un retard d'exécution des prestations non justifiée,
- de mobilisation de moyens et ressources non conformes aux prescriptions du cahier des charges et/ou de l'offre du titulaire,
- de faute professionnelle grave commise par un membre du personnel du prestataire,

l'acheteur pourra, sans mise en demeure et sur simple constat, faire exécuter les prestations inhérentes au bon de commande considéré par un autre prestataire et résilier, le cas échéant, le bon de commande considéré, ce aux frais et risques du titulaire, et ce après avoir ou non commencé à appliquer tout ou partie des pénalités prévues au présent contrat.

Cette exécution aux frais et risques du titulaire entraînera, si elle n'est pas répétée, la seule résiliation du ou des bon(s) de commande considéré(s) et non du contrat.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Enfin, en application de l'article 45 du CCAG, le titulaire du contrat pourra exécuter les bons de commande suivants s'il justifie, avant émission desdits bons de commande, avoir mis en place

les moyens nécessaires à leur bonne exécution. A défaut de justification sous 3 mois le contrat sera résilié pour faute du titulaire.

■ **Pénalités pour retard : observations préalables à l'application :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

Si un retard est imputable à la CCI Vendée il ne sera pas fait application des pénalités prévues dans les articles précités.

■ **Pénalités pour retard - plafonnement des montants :**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Nantes
6, allée de l'île Gloriette
44041 Nantes

Téléphone : 02 40 99 46 00
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr
Télécopie : 02 40 99 46 58
Site internet : <http://nantes.tribunal-administratif.fr/>

9. FIN DU CONTRAT

■ **Propriété intellectuelle :**

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie. Toutefois il incombera au titulaire de respecter l'obligation de résultat lui incombant tout au long de l'exécution des prestations (cf. article 6.2 du CCAP).

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.3 du CCAG

La rubrique *Présentation des bons de commande* de l'article 3 du contrat déroge à l'article 3.7 du CCAG en ce qui concerne le signataire du bon de commande

La rubrique *Présentation des bons de commande* de l'article 3 du contrat déroge à l'article 3.7.2 du CCAG en ce qui concerne le délai des réserves sur le bon de commande par le titulaire

La rubrique *Impossibilité d'exécuter une prestation dans les délais* de l'article 4 du contrat déroge à l'article 13.3.2 du CCAG

La rubrique *Variation des prix* de l'article 5.2 du contrat déroge à l'article 10.2.4 du CCAG en ce qui concerne le mois 0 qui n'est pas la date limite de remise des offres

La rubrique *Ordres de service* de l'article 6.1 du contrat déroge à l'article 3.8 du CCAG

La rubrique *Opérations de vérification des prestations* de l'article 6.2 du contrat déroge aux articles 28.2 et 30.3 du CCAG La rubrique *Clause sociale* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 16.1.4.5 du CCAG

La rubrique *Devoir d'information et de conseil* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 3.4.2 du CCAG

La rubrique *Assurance* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 9.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard : observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG - Fournitures Courantes et Services, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)